

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE FRANÇAISE COMMERCIALE OCÉAN INDIEN

Société Anonyme au capital de 16 666 800 €
Siège social : 58, rue Alexis de Villeneuve, 97466 Saint-Denis de la Réunion
330 176 470 R.C.S. Saint-Denis

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 6 mai 2019**I. – Bilan au 31 décembre 2018**

(En milliers d'euros.)

Actif	Exercice N	Exercice N -1
Caisse, banques centrales, CCP	58 785 619,96	55 481 972,75
Créances sur les établissements de crédit	168 588 720,70	167 575 968,94
Operations avec la clientèle	1 621 549 466,60	1 556 131 594,53
Participations et autres titres détenus à long terme	915 348,68	746 367,39
Parts dans les entreprises liées	1 853 660,45	1 853 660,45
Crédit-bail et location avec option d'achat (1)	739 455,13	982 043,03
Immobilisations incorporelles	2 537 029,82	2 098 185,74
Immobilisations corporelles	13 377 332,54	13 184 222,56
Autres actifs	10 383 572,78	15 622 145,39
Comptes de régularisation	10 908 865,96	9 126 811,32
Total de l'actif	1 889 639 072,62	1 822 802 972,10

Passif	Exercice N	Exercice N -1
Dettes envers les établissements de crédit	486 716 123,92	450 582 162,58
Operations avec la clientèle	1 158 471 478,85	1 126 815 222,53
Autres passifs	19 480 888,31	16 950 950,66
Comptes de régularisation	13 692 866,17	17 694 772,48
Provisions pour risques et charges	6 929 348,64	5 608 175,81
Dettes subordonnées	35 634 000,00	35 641 189,16
Fonds pour risques bancaires généraux	1 664 090,78	1 664 090,78
Capitaux propres hors FRBG	167 050 275,95	167 846 408,10
Capital souscrit	16 666 800,00	16 666 800,00
Primes d'émission	1 920 808,22	1 920 808,22
Réserves	5 789 563,45	5 789 563,45
Report à nouveau (+/-)	127 385 774,43	123 766 639,80
Résultat de l'exercice	15 287 329,85	19 702 596,63
Total du passif	1 889 639 072,62	1 822 802 972,10

Hors-bilan	Exercice N	Exercice N -1
Engagements de financement	81 938 483,10	61 269 243,03
Engagements de garantie	127 725 864,95	143 615 412,00
Engagements de financement	141 478 887,37	173 212 786,85
Engagements de garantie	432 625 211,75	454 724 473,33

II. – Compte de résultat publiable

(En milliers d'euros.)

	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	55 914 701,25	58 205 991,57
Intérêts et charges assimilés	14 335 924,63	19 703 934,27
Produits sur opérations crédit-bail et assimilés	463 121,11	586 033,79
Charges sur opérations crédit-bail et assimilés	356 666,34	480 427,69

Revenus des titres à revenu variable	4 824,80	182,08
Commissions (produits)	44 474 208,87	41 332 340,57
Commissions (charges)	6 447 645,53	5 956 362,02
Gains, pertes sur opérations portefeuille de négociation	364 210,37	331 336,17
Autres produits d'exploitation bancaire	3 422 067,44	2 482 905,27
Autres charges d'exploitation bancaire	131 238,41	155 300,04
Produit net bancaire	83 371 658,93	76 642 765,43
Charges générales d'exploitation	48 599 162,60	40 963 525,56
Dotation amortissement, aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	3 333 869,25	3 455 362,48
Résultat brut d'exploitation	31 438 627,08	32 223 877,39
Cout du risque (+/-)	-6 942 951,92	-7 120 302,74
Résultat d'exploitation	24 495 675,16	25 103 574,65
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	98 735,56	1 121 108,98
Résultat courant avant impôt	24 594 410,72	26 224 683,63
Résultat exceptionnel	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices	9 307 080,87	6 522 087,00
Résultat net	15 287 329,85	19 702 596,63

III. – Annexe aux comptes annuels

Notes sur les principes comptables

Les comptes de la BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN ont été établis conformément aux dispositions du Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire du 16 janvier 1991 modifié par les Règlements 99-04, 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France.

Titres de transaction et de placement

Titres de transaction

Ces titres figurent à l'actif du bilan au prix de marché. A la date d'arrêté, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

La valeur d'inventaire de ces titres est leur prix de marché. En date d'arrêté, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation par ensemble homogène de titres de même nature, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation

Ces titres sont enregistrés au prix d'achat. A la clôture de l'exercice, ils sont estimés en fonction de l'actif net, de la situation financière et des perspectives de rentabilité de l'entreprise. Les moins-values constatées valeur par valeur donnent lieu à la dotation d'une dépréciation.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'ordre liés à l'acquisition sont intégrés dans le coût d'acquisition des immobilisations (application du règlement CRC 2004-06).

En application du règlement CRC 2002-10, 2003-07 et 2005-09, la BFCOI calcule les amortissements selon la méthode simplifiée depuis le 1^{er} janvier 2005.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les coûts d'acquisition des :

- logiciels, amortis sur une durée de un an à trois ans, à l'exception du progiciel d'ALM amorti sur 7 ans ;
- droits au bail des nouvelles agences, amortis sur une durée de 9 ans.

Immobilisations corporelles

Elles sont amorties suivant le mode linéaire, en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Tableau récapitulatif des modes et durées d'amortissement

Logiciels	Linéaire / 1 an à 3 ans
Matériels	Linéaire / 5 ans
Matériels Informatiques	Linéaire / 3 ans à 5 ans
Mobiliers	Linéaire / 10 ans
Aménagements	Linéaire / 10 ans
Automobiles	Linéaire / 4 ans
Immeubles :	
Gros œuvre	Linéaire / 40 ans
Façades et toiture	Linéaire / 30 ans
Second œuvre	Linéaire / 15 ans

Dotations aux amortissements

Les dotations relatives aux immobilisations d'exploitation sont enregistrées dans la rubrique « dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat publiable.

Celles relatives aux immobilisations hors exploitation sont enregistrées dans la rubrique « Autres charges d'exploitation bancaire ».

Risques de crédit

Créances douteuses

La BFCOI applique les dispositions des règlements n°2002-03 et n°2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable, relatifs au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, ainsi que les dispositions du CRC 2007-06 relatif au traitement des découverts douteux.

Les créances sur la clientèle dont le recouvrement est devenu incertain font l'objet d'une dépréciation de façon à couvrir la perte globale pouvant résulter de leur non-recouvrement total ou partiel. Ces dépréciations sont comptabilisées client par client.

Les intérêts sur créances douteuses sont dépréciés à 100 %.

Sont définies comme créances douteuses :

- les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non-recouvrement ;
- les créances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière de crédits immobiliers aux acquéreurs de logement) ;
- les découverts en dépassement d'autorisation continu depuis plus de 3 mois ;
- les créances présentant un caractère contentieux (déchéance du terme, procédure collective).

Lorsqu'elles présentent les caractéristiques énoncées ci-dessus, les créances (capital échu et capital restant dû + intérêts échus) sont extraites des postes d'origine et inscrites sous la rubrique « créances douteuses ».

La classification en créances douteuses d'un encours sur une personne physique ou morale déterminée entraîne le transfert de l'intégralité des engagements sur cette personne des rubriques d'encours sains vers les rubriques d'encours douteux, nonobstant toute considération liée aux garanties individuelles, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.

Actualisation des flux de recouvrement prévisionnels des créances douteuses

L'application de cette disposition des règlements CRC 2002-03 et CRC 2005-03, s'est traduite en 2018 par une reprise nette de 114 K€, intégralement enregistrée en coût net du risque.

Créances douteuses compromises

Lorsqu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. Cette identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés.

Lorsqu'elles sont jugées irrécupérables, les créances douteuses compromises sont comptabilisées en pertes.

Segmentation des encours :

Les cotations retenues par la BFCOI sont les suivantes :

- Clients sains : côtés 1 (très bon), 2 (bon), 3 (assez bon) ou 4 (acceptable) ;
- Clients sensibles : côtés 5 (sain mais sensible) ou 6 (risque non acceptable) ;
- Clients en défaut : 7 (douteux perte partielle quasi certaine), 8A (créances en recouvrement judiciaire ou amiable) ou 8B (créances définitivement compromises).

Dépréciation de 5 % sur les encours des clients commerciaux cotés sensibles

La BFC OI comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation de 5 % sur les encours des clients commerciaux (CLICOM) cotés sensibles. Elle s'élève à 608 K€ au 31 décembre 2018.

Nous attirons votre attention sur le fait, qu'un projet d'évolution de la réglementation comptable française est actuellement en cours de discussion. Ce projet prévoit d'appliquer les principes de la norme IFRS 9 en matière de provisionnement des encours de l'ensemble de la clientèle cotée sensible en comptabilité française.

En l'absence d'adoption de cette règle, la BFC OI suivra l'approche suivante à partir de l'exercice 2019 :

- en termes de périmètre : provisionnement des encours cotés sensibles de la clientèle commerciale uniquement
- en termes de taux : adoption, dès l'exercice 2019, des principes de la norme IFRS 9 en matière de détermination du taux de provisionnement des encours cotés sensibles (probabilité statistique d'entrée en défaut x taux moyen de provisionnement à l'entrée en défaut par catégorie de concours) pour le périmètre des comptes sociaux de la BFC OI.

Une application de l'approche préconisée par le projet de norme (en termes de périmètre et de fixation du taux de provisionnement) aux comptes de l'exercice 2018 aurait conduit à la constatation d'une provision complémentaire de 1 978 K€ (dont 400 K€ relatifs à la différence de taux et 1 578 K€ relatifs à la différence de périmètre).

Dépréciation de 12,5 % sur les encours des clients commerciaux déclassés de sains ou sensibles à douteux

Conformément à la norme du groupe SG, la BFC OI comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation forfaitaire de 12,5 % sur les encours des clients commerciaux (CLICOM) déclassés de sains ou sensibles à douteux. Elle s'élève à 1 272 K€ au 31 décembre 2018.

Il s'agit d'une dépréciation minimum, avant toute analyse de la valeur des garanties.

Dépréciation sur les encours douteux de la clientèle privée (CLIPRI) et professionnelle (CLIPRO).

La BFC OI comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation sur les encours douteux CLIPRI et CLIPRO consécutifs à des impayés sur des crédits à la consommation, des crédits à l'habitat (hors garanties Crédit Logement) ou des découverts en dépassement continu depuis plus de 90 jours.

Cette dépréciation s'élève à 7 219 K€ au 31 décembre 2018.

Epargne-Logement

En application des dispositions du règlement CRC 2007-01, relatives à la comptabilisation des comptes (CEL) et plans (PEL) d'épargne logement, la BFC OI procède à l'évaluation des conséquences défavorables :

- des engagements relatifs à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs de CEL et de PEL (engagement de prêter à un taux fixe déterminé à l'ouverture du contrat) ;
- des engagements pris en matière de rémunération des PEL pendant la phase de collecte (taux de rémunération fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée).

Cette provision s'élève à 325 K€ au 31 décembre 2018.

Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise.

Il recouvre en outre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine .

Commissions de crédit et couts marginaux relatifs à l'octroi de concours

La BFC OI applique depuis 2010 le CRC 2009-03 relatif à la comptabilisation des commissions de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi d'un concours.

Les frais de dossiers sur prêts ainsi que les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont enregistrés de manière linéaire sur la durée de vie contractuelle des prêts concernés et comptabilisés en produits nets d'intérêts dans le Produit Net Bancaire (PNB).

FRBG

En application du règlement 90.02 du CRBF, la BFCOI enregistre un « Fonds pour risques bancaires généraux ».

Notes sur le bilan**Dettes subordonnées**

Il s'agit d'emprunts subordonnés à durée indéterminée souscrits auprès du groupe THE MAURITIUS COMMERCIAL BANK LTD et de la SOCIETE GENERALE.

Ces emprunts ont été conclus pour une durée indéterminée. Ils ne peuvent être remboursés qu'à l'initiative de l'emprunteur (BFC OI), en tout ou partie, et après accord préalable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Opérations en devises

Les emplois, réserves et engagements en devises figurant au bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la date d'arrêté du bilan.

La différence entre les résultats des conversions telle que définies ci-dessus et les contre-valeurs euros telles qu'elles ont été enregistrées aux dates d'entrée au bilan est portée au compte de résultat.

Engagements sociaux : médailles du travail, indemnités de fin de carrière, retraite

Les pensions de retraite dues au titre des divers régimes obligatoires pour le personnel de la Réunion et de Paris sont prises en charge par des organismes extérieurs spécialisés (CRIC, CRIS, ANEP, et CRPB-DOM). Les cotisations dues au titre d'un exercice sont comptabilisées dans le résultat de la période.

Indemnités de fin de carrière (IFC)

La BFC OI verse des indemnités de fin de carrière en fonction de l'ancienneté des salariés.

Les engagements correspondants, valorisés par un cabinet d'actuaire, selon la méthode des unités de crédit projeté et sur la base d'un taux d'actualisation de 1,40 % sont couverts, d'une part par une provision enregistrée au passif du bilan, et d'autre part au travers d'un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance.

Ces engagements ont été valorisés sur la base de départs volontaires à la retraite (10 % des départs à 62 ans, 90 % des départs à 65 ans).

Médailles du travail

Le montant net des engagements de la BFC OI au 31 décembre 2018 s'élève à 386 K€, entièrement provisionné. Ces engagements ont été calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 1,20 %.

Régime de retraite de Mayotte

Un accord d'établissement, signé le 6 octobre 2017, a institué un régime de retraite à cotisations définies se substituant au régime de retraite à prestations définies, institué en 1996 par décision unilatérale de l'employeur. Cet accord prévoit le versement, sous conditions, d'une prime exceptionnelle de départ à la retraite. Le montant des engagements relatifs à cette prime exceptionnelle de départ, valorisé par un cabinet d'actuaire sur la base d'un taux d'actualisation de 1,20 %, s'élève à 2 917 K€ au 31 décembre 2018.

Instruments financiers dérivés

Afin de réduire son exposition au risque de taux, la BFC OI a conclu avec la Société Générale des contrats de swaps de taux, en couverture de certains actifs et de certains passifs ; l'encours global de ces swaps au 31 décembre 2018 s'élève à 377 M€.

Informations relatives à la composition des fonds propres prudentiels

Fonds propres de base prudentiels	149 842 K€
- Capital :	16 667 K€
- Réserves, report à nouveau et primes d'émission :	135 096 K€
- Fonds pour risques bancaires généraux :	1 664 K€
- Immobilisations incorporelles nettes :	-2 537 K€
- Autres déductions	-1 048 K€
	149 842 K€
Fonds propres complémentaires	35 634 K€
- PSDI accordé par la Société Générale :	17 817 K€
- PSDI accordé par la Mauritius Commercial Bank :	17 817 K€
	35 634 K€
Total des fonds propres prudentiels	185 476 K€

Informations relatives aux exigences de fonds propres

Exigences de fonds propres au titre des risques de crédit	93 043 K€
Exigences de fonds propres au titre des risques opérationnels	5 765 K€
Exigences de fonds propres au titre des risques de marché	0 K€
Total des exigences de fonds propres	98 808 K€

Autres informations

- Les comptes de la BFC OI sont :
 - intégrés selon la méthode d'intégration globale dans les comptes consolidés de la Société Générale ;
 - mis en équivalence dans les comptes consolidés de la Mauritius Commercial Bank (MCB).
- Intégration fiscale
En 2013, la BFC OI a conclu une convention d'intégration fiscale avec sa filiale, la SNC Société 72.
- Le montant de l'encours des prêts participatifs à durée indéterminée accordés par la BFCOI s'élève à 1 267 K€ au 31 décembre 2018. Le bénéficiaire en est le Crédit Logement.
- Informations fournies en application du règlement ANC N° 2010-04 :
 - Transactions significatives entre parties liées, conclues à des conditions « hors marché » : néant
 - Opérations présentant des risques et avantages significatifs et non inscrites au bilan ou au hors bilan : néant

Rapport sur les dépôts et avoirs Loi Eckert

Au 31 décembre 2018, la BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN détenait dans ses livres :

- 1721 comptes inactifs pour un montant total de dépôts et avoirs de 7 405 813 €.

Sur l'année 2018, conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence, la BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN a déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations la somme de 339 670,28 € issue de 276 comptes ayant atteint le délai légal maximum d'inactivité et/ou de déshérence.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

(Ces créances ne sont pas éligibles au refinancement de la BDF)

(En milliers d'euros.)	31/12/2018			31/12/2017		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires débiteurs	111 965		111 965	115 207		115 207
Comptes et prêts à terme		56 301	56 301		52 070	52 070
Créances douteuses						
Sous-total	111 965	56 301	168 265	115 207	52 070	167 278
Créances rattachées	274	49	323	258	40	298
Total brut	112 239	56 350	168 589	115 466	52 110	167 576
Dépréciations						
Total net	112 239	56 350	168 589	115 466	52 110	167 576

Note 2. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Crédits à la clientèle	1 477 003	1 406 686
Valeurs non imputées	15 315	18 476
Comptes ordinaires débiteurs	55 576	54 328
Créances rattachées	3 730	3 457
Créances douteuses	135 585	135 305
Total brut	1 687 208	1 618 252
Dépréciations	65 659	62 121
Total net	1 621 549	1 556 132

Note 2 bis. – Risques de crédit : répartition par grands types de contrepartie

(En milliers d'euros.)	Particuliers	Entreprises	Clientèle financière	Autres	Total
Créances douteuses	38 796	96 769		21	135 585
Créances douteuses	18 755	43 281		10	62 045
Créances douteuses compromises	20 041	53 488		11	73 540
Dépréciations sur créances douteuses	22 708	42 940		11	65 659
Dépréciations/créances douteuses - principal	332	2 937			3 269
Dépréciations/créances douteuses compromises - principal	14 766	38 441		8	53 215
Dépréciations /créances douteuses - intérêts	226	536		0	762
Dépréciations /créances compromises - intérêts	164	418		3	585
Dépréciations forfaitaires sur créances douteuses	7 219	608			7 827
Total net exercice en cours	16 087	53 829		10	69 926
Total net exercice précédent	16 741	52 288		4 156	73 184

Note 2 ter. – Flux des dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(En milliers d'euros.)	Solde début période	Dotation	Dotation par RAN	Reprise / disponible	Reprise / utilisée	Solde fin période
Sur opérations interbancaires						
Sur créances clientèle :	62 121	12 672		7 826	1 308	65 659
- En principal	60 161	11 929		6 519	1 259	64 312
- En intérêts	1 960	743		1 307	49	1 347
Sur portefeuille titres de participation et titres détenus à long terme	3 370					3 370
Sur portefeuille titres de placement						
	65 491	12 672		7 826	1 308	69 029

Note 3. – Portefeuille titres (**)

(En milliers d'euros.)	Investissement		Placement		Transaction		Valeurs nettes comptables		Plus-values latentes
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017	Total		
Actions									0
Créances rattachées									
Dépréciations									0
Total actions et autres titres à revenu variable									0

(**) L'ensemble de ces titres est non coté.

Note 4. – Participations et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

	Nombre de titres détenus	Part dans le capital	Nominal des titres (En euros.)	Valeur brute (En milliers d'euros.)	Dépréciation (En milliers d'euros.)	Valeur nette comptable (En milliers d'euros.)
Participations						
Crédit Logement	32	NS	70,00	2		2
Autres						
SEM NORDEV	75	7,50 %	250	19		19
Swift	3	NS	125	1		1
Certificats d'association du fonds de garantie des dépôts				518		518
Total participations : non cotées				540		540
Parts dans les entreprises liées						
Etablissements de crédit						
MauritiusCommercial Bank (Madagascar)						
Autres						
BPIFRANCE (ex OSEO)	43544	NS	8	6		6
Run Croissance	50	2,6 %	10 000,00	363		363
Auber Immobilier	1485	99 %	16,00	24		24
SCI Mayotte 2001	18299	99 %	100,00	1 830		1 830
SCI OMAHA 2012	499999	99 %	0,01	5		5
Avance Associé OMAHA 2012				3 370	3 370	0
SNC SOCIETE 72	99	99 %	10,00	1		1
Total parts dans les entreprises liées non cotées				5 599	3 370	2 229
Participations cotées						
Total participations cotées						
Total général				6 139	3 370	2 769

Note 4 bis. – Opérations avec les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Créances	Dettes	Engagements donnés	Engagements reçus	Instruments financiers
The Mauritius Commercial Bank Maurice	939	36 961	6 524	13 154	380 661
The Mauritius Commercial Bank Seychelles		1 770			
Société Générale	120 457	443 612	11 733	141 479	
MCB Madagascar		278			
MCB Mozambique					
SCI Mayotte 2001		1 962			
(*) swaps de taux d'intérêts et caps / floors, valeur nominale					

Note 4 ter. – Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme au 31 décembre 2018

Filiales et Participations (En milliers d'euros.)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (En %.)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A - Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication :					
1- Filiales détenues à plus de 50 %					
SCI MAYOTTE 2001	1 830	-47	99	1 830	1 830
2- Participations détenues entre 10 % et 50 %					
B - Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication :					
1- Filiales françaises (ensemble)					
2- Filiales étrangères (ensemble)					
3- Participations dans des sociétés françaises (ensemble)				3 791	421
4- Participations dans des sociétés étrangères (ensemble)					
5- Certificat d'association du fond de garantie des dépôts				518	518
Total				6 139	2 769

Filiales et Participations (En milliers d'euros.)	Prêts et avances consentis par la BFC OI et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés	PNB 2017	Résultat (bénéfice ou perte 2017)	Dividendes encaissés par la BFC OI au cours de l'exercice
A - Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication :					
1- Filiales détenues à plus de 50 %					
SCI MAYOTTE 2001				-47	
2- Participations détenues entre 10 % et 50 %					
B - Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication :					
1- Filiales françaises (ensemble)			-	-	
2- Filiales étrangères (ensemble)			-	-	
3- Participations dans des sociétés françaises (ensemble)			-	-	
4- Participations dans des sociétés étrangères (ensemble)			-	-	
5- Certificat d'association du fond de garantie des dépôts					
Total					

Note 5. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	Début d'exercice	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	Fin d'exercice
Valeur brute					
Logiciels	9 898	1 367			11 265
Droits au bail	366				366
Total valeur brute	10 264	1 367			11 631
Amortissements/Dépréciations					
Logiciels	7 800	928			8 728
Droits au bail	366				366
Total amortissements	8 166	928			9 094
Dotations aux dépréciations sur immobilisations					
Total dotations					
Valeur nette comptable	2 098	439			2 537

Note 5 bis. – Crédit-bail et opérations assimilées

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Crédit-bail et opérations assimilées	3 082	172	904		2 350
Créances rattachées	58			-57	1
Total	3 140	172	904	-57	2 351
Amortissements / Dépréciations					
Crédit-bail et opérations assimilées	2 159	347	894		1 611
Total	2 159	347	894		1 611
Valeur nette comptable	982				740

Note 5 ter. – Crédit-bail et opérations assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Encours financiers	922	1 166
Résultats financiers	36	54
Réserves latentes	199	260

Note 5 quater. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Terrains					
Immeubles d'exploitation	270				270
Immeubles hors exploitation	390				390
Constructions					
Immeubles d'exploitation	6 855				6 855
Immeubles hors exploitation	2 326		264		2 062
Agencements, Installations, autres immobilisations Corporelles	34 850	2 819	1 259		36 411
Total	44 691	2 819	1 523		45 987
Amortissements / Dépréciations					
Constructions					
Immeubles d'exploitation	2 140	258			2 397

Immeubles hors exploitation	1 345	100	150		1 295
Agencements, Installations, autres immobilisations Corporelles	28 022	2 148	1 253		28 917
Total	31 507	2 506	1 403		32 610
Valeur nette comptable	13 184	314	120		13 377

Note 6. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes de stocks et emplois divers	276	338
Débiteurs divers	10 108	15 284
Total	10 384	15 622

Note 7. – Comptes de régularisation actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes d'encaissement	991	193
Charges constatées d'avance	657	390
Produits à recevoir	8 440	8 217
Autres comptes de régularisation	821	327
Total	10 909	9 127

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2018			31/12/2017		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	24 532		24 532	17 800		17 800
Comptes et emprunts à terme		459 031	459 031		428 798	428 798
Valeurs données en pension						
Sous-total	24 532	459 031	483 563	17 800	428 798	446 598
Dettes rattachées	31	996	1 028	30	1 030	1 060
Autres sommes dues	2 125		2 125	2 924		2 924
Total	26 689	460 027	486 716	20 754	429 828	450 582

Note 9. – Opérations avec la clientèle et dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2018			31/12/2017		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Opérations avec la clientèle	1 070 731	87 741	1 158 471	1 022 277	104 538	1 126 815
Comptes d'épargne à régime spécial	213 039	59 806	272 845	216 102	59 054	275 156
Dettes rattachées	1 072	1 420	2 492	1 697	1 510	3 207
Comptes ordinaires de la clientèle	851 480		851 480	798 621		798 621
Autres sommes dues	5 045		5 045	5 763		5 763
Comptes créditeurs à terme		26 514	26 514		43 974	43 974
Autres dettes diverses	96		96	94		94
Dettes rattachées						
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						
Titres de créances négociables						
Total général	1 070 731	87 741	1 158 471	1 022 277	104 538	1 126 815

Note 10. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Personnel et comptes rattachés	54	30
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 104	1 020
Etat et autres collectivités publiques	10 545	8 740
Autres dettes	7 777	7 161
Total	19 481	16 951

Note 11. – Comptes de régularisation - Passif

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes d'encaissement	78	641
Produits constatés d'avance	322	481
Charges à payer	11 480	10 143
Autres comptes de régularisation	1 813	6 430
Total	13 693	17 695

Note 12. – Provisions

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Fin exercice
Autres provisions :					
Risques sur opérations avec la clientèle	1 449	639	485	115	1 487
Charges de personnel (engagements sociaux de fin de carrière)	3 151	735	583		3 303
Autres risques et charges	1 008	1 843	713		2 139
Total	5 608	3 218	1 782	115	6 929

Note 13. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Variations	Fin exercice
Emprunts à taux variables			
Emprunts participatifs			
Dettes subordonnées à durée indéterminée	35 634		35 634
Dettes rattachées	7	-7	
Total	35 641		35 634

Les taux moyens appliqués pour 2017 et 2018 sont respectivement de : 2,46 % et 2,45 %.

Note 14. – Capital souscrit

(En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Nombre	Nominal	Nombre	Nominal
Titres émis				
Actions ordinaires	333 336	50 €	333 336	50 €
Total	333 336		333 336	

Note 15. – Réserves

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Réserves légales	1 667	1 667
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 123	4 123
Total	5 790	5 790

Note 16. – Evolution des capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros.)	Capital	Certificats d'invest.	Primes	Réserves	Rep. à nouveau	Dividendes	Résultat	Total
Position au début de l'exercice	16 667		1 921	5 790	123 767		19 703	167 848
Résultat de l'exercice (avant affectation)							15 287	15 287
Affectation du résultat de l'exercice précédent					3 619	16 083	-19 703	
Distribution de l'exercice						-16 083		-16 083
Position à la clôture de l'exercice	16 667		1 921	5 790	127 386		15 288	167 052

Note 17. – Actifs / passifs selon durée restant à courir

(En milliers d'euros.)	<3 mois	>3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs					
Créances sur les établissements de crédit	158 948	813	4 390	4 438	168 589
Opérations avec la clientèle	242 175	157 794	612 341	609 239	1 621 549
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Total exercice en cours	401 123	158 607	616 731	613 677	1 790 138
Total exercice précédent	377 491	163 385	602 378	580 453	1 723 707
Passifs					
Dettes envers les établissements de crédit	50 793	61 404	200 060	174 460	486 716
Comptes créditeurs de la clientèle	1 109 478	14 386	27 551	7 086	1 158 501
Dettes représentées par un titre					
Bons de caisse					
Titres de créances négociables					
Total exercice en cours	1 160 270	75 790	227 611	181 546	1 645 218
Total exercice précédent	1 101 523	66 361	214 185	195 328	1 577 397

Note 18. – Intérêts & produits assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Etablissements de crédit	Clientèle	Etablissements de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	443	3 301	485	3 312
Intérêts sur comptes & prêts	339		271	
Rémunération du collatéral SG SFH	214		244	
Intérêts sur créances commerciales et crédits à la clientèle		49 526		52 178
Intérêts sur créances douteuses		2 083		1 694
Autres intérêts				
Produits sur prêts subordonnés à terme	9		21	
Total	1 005	54 910	1 022	57 184

Note 19. – Intérêts & charges assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Etablissements de crédit	Clientèle	Etablissements de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	420	49	427	48
Intérêts sur comptes & emprunts	8 753	2 806	9 919	3 726
Intérêts sur titres à revenu fixe				
Charges sur dettes subordonnées à terme & à durée indéterminée	874		875	
Instruments financiers : charges nettes sur swaps de taux de couverture	1 434		4 709	
Total	11 481	2 855	15 930	3 774

Note 20. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations de trésorerie & Interbancaires	73		69	
Opérations avec la clientèle	6 215	33 269	5 675	30 444
Opérations sur titres	160		212	
Opérations de change		63		44
Opérations sur engagements de financement et de garantie		2 321		2 634
Prestations de services financiers		8 822		8 211
Total	6 448	44 474	5 956	41 332

Note 21. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Opérations sur titres de transaction et de placement		
Gains sur titres de transaction		
Opérations de change	364	331
Gains sur opération de change et d'arbitrage	371	399
Pertes sur opération de change et d'arbitrage	-7	-68
Total	364	331

Note 22. – Ventilation par zones géographiques

(En milliers d'euros.)	Réunion	Mayotte	Paris	Total
Intérêts et produits assimilés	41 670	14 011	234	55 915
Intérêts et charges assimilés	11 742	2 326	267	14 336
Commissions (produits)	30 517	12 860	1 097	44 474
Commissions (charges)	5 020	1 288	140	6 448
Gains/pertes sur op. des portefeuilles de négociation	310	0	54	364
Autres produits d'exploitation bancaire	2 547	620	256	3 422
Autres charges d'exploitation bancaire	131			131

Note 22 bis. – Autres produits d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Commissions gestion assurances sur concours	798	614
Prestations informatiques	1 210	1 038
Revenus des immeubles	69	71
Quote-part de bénéfice assurance	737	424
Affacturage	277	264
Autres produits divers d'exploitation	330	72
	3 422	2 483

Note 22 ter. – Autres charges d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Autres charges diverses d'exploitation	131	155
	131	155

Note 23. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Frais de personnel	33 110	25 824
Salaires & traitements	19 436	18 013
Charges de retraite	2 265	2 212
Charges sociales	6 477	6 214
Intéressement des salariés	884	918
Participation des salariés	1 339	851
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	1 399	1 339
Dotations aux provisions sur charges de personnel	2 285	1 463
Reprises de provisions disponibles sur charges de personnel	-976	-5 186
Reprises de provisions utilisées sur charges de personnel		
Pertes / créances irrécupérables couvertes sur charges de personnel		
Pertes / créances irrécupérables non couvertes		
Autres frais	15 489	15 139
Impôts, taxes	2 107	2 141
Dotation/reprise de prov/risques / impôts et taxes		
Services extérieurs	13 382	12 998
Total	48 599	40 963

Montant du CICE au 31 décembre 2017 : 655 k€

Au 31 décembre 2018 : 746 k€

Note 23 bis. – Honoraires des commissaires aux comptes

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la Société Générale.

Note 24. – Coût net du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses (principal)	7 201	14 187
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	134	361
Dotations aux dépréciations sur encours à surveiller	586	410
Dotations aux dépréciations sur encours douteux non contentieux clientèle de particuliers	4 142	1 212

Autres dotations aux dépréciations	667	1 262
Reprises de dépréciations sur créances douteuses devenues disponibles ou utilisées (principal)	-6 343	-8 974
Reprises de dépréciations sur encours à surveiller (disponibles ou utilisées)	-267	-971
Reprises de dépréciations sur encours douteux non contentieux clientèle de particuliers	-1 167	-2 459
Reprises de dépréciations pour risques disponibles ou utilisées	-885	-496
Autres reprises de dépréciations		
Pertes sur éléments couverts par des provisions	115	72
Autres charges irrécupérables couvertes par des dépréciations	1 259	1 457
Récupérations sur créances amorties	-67	-163
Dotations pour dépréciation des biens acquis par adjudication	62	
Reprises pour dépréciation des biens acquis par adjudication		
Pertes sur éléments non couverts par des provisions	1 506	1 224
Cout net du risque	6 943	7 120

Note 25. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Immobilisations incorporelles		
Moins-values sur cessions d'immobilisations		
Plus-values sur cessions d'immobilisations		
Plus-values sur cessions droits au bail		
Reprise dépréciations sur immobilisations incorporelle		
Immobilisations corporelles	99	7
Moins-values sur cessions d'immobilisations	-1	
Plus-values sur cessions d'immobilisations	100	7
Immobilisations financières		1 115
Moins-values sur cessions d'immobilisations financières		
Dotations dépréciations / immobilisations financières		
Plus-values sur cessions d'immobilisations financières		1 107
Reprises dépréciations / immobilisations financières		7
Autres dotations aux provisions pour dépréciation		
Autres reprises de provisions pour dépréciation		
Total	99	1 121

Note 26. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Sur résultat courant	9 156	6 374
Intégration fiscale : subvention à SNC Société 72	151	148
Sur résultat exceptionnel		
Total	9 307	6 522

Note 27. – Situation fiscale latente

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts différés Actif (taux : 25,83 %)	8 576	7 562
Charges à payer non déductibles	411	290
Provisions non déductibles	7 952	6 916
Autres provisions non déductibles	213	357
Impôts différés Passif	0	0
Total	8 576	7 562

Note 28. – Opérations de hors bilan

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés		
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit :		
En faveur de la clientèle :	81 938	61 269
Ouvertures de crédits documentaires	9 049	9 658
Autres ouvertures de crédits confirmés	71 210	48 304
Acceptations à payer	1 679	3 307
Engagements de garantie		
D'ordre d'établissements de crédit :	67 297	74 878
Confirmations d'ouvertures de crédits documentaires		
Acceptations à payer		
Autres garanties	67 297	74 878
D'ordre de la clientèle	60 429	68 738
Cautions	12 465	26 827
Garanties de remboursement de crédits distribués par d'autres établissements	650	
Obligations cautionnées	12 787	12 985
Autres garanties	34 526	28 926
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Reçus d'établissements de crédit	141 479	173 213
Engagements de garantie		
Reçus d'établissement de crédit	432 625	454 724

Note 29. – Rémunérations allouées, avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Montant global des rémunérations allouées aux dirigeants (*)	NC	NC
Montant global des rémunérations allouées aux administrateurs	Néant	Néant
Montant global des avances et crédits accordés aux dirigeants et aux administrateurs pendant l'exercice	Néant	Néant

(*) l'information ne peut être communiquée, car il n'y a qu'un seul dirigeant

Note 30. – Projet d'affectation du résultat 2017

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Dividendes	9 167	16 083
Report à nouveau	6 120	3 620
	15 287	19 703

Note 31. – Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Plan d'épargne logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	20 743	25 085
Ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	25 761	20 494
Ancienneté de plus de 10 ans	6 655	6 315
Sous-total	53 158	51 894
Comptes épargne logement (CEL)	7 680	7 544
Total	60 838	59 438

Note 32. – Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Encours des prêts	59	87

Note 33. – Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Plan d'épargne logement (PEL)	344		113	231
Comptes épargne logement (CEL)	12	82		94
Total	(*) 356	82	113	325

* Une erreur s'est glissée dans le rapport de 2017, nous avons donc corrigé la borne d'ouverture 356 k € vs 116 k € afin de refléter la réalité économique

Note 34. – Evénements postérieurs à la clôture

	31/12/2018	31/12/2017
	Néant	Néant

Note 35. – Effectif moyen en activité au cours de l'exercice

	31/12/2018	31/12/2017
Techniciens de la banque	296	290
Cadres	103	98

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2018 d'un montant de 15 287 329,85 € comme suit :

Bénéfice 2018	15 287 329,85 €
Report à nouveau antérieur	127 385 774,43 €
Total disponible :	142 673 104,28 €
Dividendes	9 166 740,00 €
Report à nouveau	133 506 364,28 €
Total égal au disponible :	142 673 104,28 €

Le dividende d'un montant global 9 166 740 € à verser aux actionnaires correspond à une distribution d'un dividende unitaire de 27,50 € par action sur les 333 336 actions composant le capital social de la Société.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaire, prend acte que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents s'établissent comme suit :

Exercice	Montant Unitaire (En euros.)	Avoir Fiscal (En euros.)	Total (En euros.)
2015	33,30	0	33,30
2016	40,20	0	40,20
2017	48,25	0	48,25

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Française Commerciale Océan Indien relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit

(Se référer aux notes 2 et 17 de l'annexe aux comptes annuels)

Risque identifié

La Banque Française Commerciale Océan Indien est exposée au risque de crédit, résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.

Lorsqu'il est avéré, ce risque se traduit dans les comptes par la constatation de dépréciation des actifs concernés et de provisions pour engagements de crédit hors bilan.

Dans un premier temps, des dépréciations spécifiques et provisions sont déterminées par la Société sur la base d'une estimation individuelle du risque de non recouvrement et de perte de valeur recouvrée.

En complément, pour les portefeuilles de crédits considérés comme sensibles, mis sous surveillance et non dépréciés sur base individuelle, des dépréciations collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques faisant appel au jugement lors des différentes étapes du calcul, notamment pour la constitution des portefeuilles homogènes et la détermination des paramètres de risques utilisés.

Au 31 décembre 2018, le montant brut des actifs financiers dépréciés s'élève à 1 687 millions d'euros, les dépréciations spécifiques et collectives atteignent un total de 66 millions d'euros, et le coût du risque de la BFC OI s'élève à 6,9 millions d'euros.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituent un point clé de notre audit car les dépréciations sont significatives au regard des comptes pris dans leur ensemble, et font appel au jugement de la Direction, à la fois pour identifier les encours concernés et pour déterminer le montant des dépréciations comptabilisées.

Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque

Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle des processus de la filière Crédits et testé l'efficacité des contrôles clés mis en place par la Direction.

Ces contrôles clés concernent principalement l'identification et le suivi des prêts et créances à déprécier et des encours douteux, le respect des méthodologies définies par la BFC OI dans l'évaluation des dépréciations, la qualité et la traçabilité des données utilisées, le calcul et le déversement vers la comptabilité des données en provenance des systèmes amont de gestion et risque.

Pour la réalisation de nos tests sur les dépréciations et provisions en date de clôture, nous avons pris en considération les encours et/ou portefeuilles les plus significatifs en montant et pour lesquels l'exercice du jugement par la BFC OI est déterminant sur l'évaluation des dépréciations.

Ces tests ont notamment porté sur :

- L'identification des dossiers présentant un risque individuel significatif : nous avons procédé à la revue du processus de déclassement en créances douteuses ;
- L'évaluation des dépréciations constituées sur une base individuelle : nous avons apprécié, sur base d'un échantillon, les hypothèses retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations comptabilisées ;
- L'évaluation des dépréciations collectives : nous avons apprécié la pertinence de la méthodologie retenue par la BFC OI au regard notamment du regroupement des expositions considérées.

Nous avons également examiné les informations présentées dans l'annexe aux comptes relatives au risque de crédit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

A l'exception du point ci-dessous, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BFCOI par votre assemblée générale d'avril 2015 pour le cabinet Deloitte & Associés et de juillet 2017 pour le cabinet ACE.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 4^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet ACE dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

La Possession et Paris La Défense, le 19 avril 2019
Les commissaires aux comptes

ACE
Bernard FONTAINE

Deloitte & Associés
Jean-Marc MICKELER

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à notre siège social : 58 Rue Alexis de Villeneuve – 97466 St-Denis, Ile de la Réunion.